
AO-3 RÈGLEMENT SUR LA DÉLÉGATION DE POUVOIRS À CERTAINS FONCTIONNAIRES DE L'ARRONDISSEMENT

AVIS AU LECTEUR : La présente codification administrative n'a pas de valeur officielle et n'est préparée que pour la commodité du lecteur. Toute erreur ou omission relevée devrait être portée à l'attention du Bureau d'arrondissement d'Outremont.

VERSION À JOUR AU 12 JUILLET 2007

- 1.** Dans le présent règlement, les mots « fonctionnaires de niveau 2 » signifient un directeur de service d'arrondissement.
- 2.** La délégation de l'exercice d'un pouvoir à un fonctionnaire de niveau 2 comporte la délégation de pouvoir au directeur de l'arrondissement.
- 3.** Le directeur de l'arrondissement transmet au conseil d'arrondissement, à chaque mois, un rapport global sur l'exercice des pouvoirs qui lui sont délégués en vertu du présent règlement ainsi que ceux délégués à un fonctionnaire de niveau 2.
- 4.** Un fonctionnaire à qui l'exercice d'un pouvoir est délégué en vertu du présent règlement est autorisé à signer les contrats, actes et autres documents découlant de l'exercice de ce pouvoir.

Le secrétaire de l'arrondissement est également autorisé à signer les contrats, actes et autres documents relevant de la compétence du conseil d'arrondissement, y compris ceux dont la conclusion ou l'exécution ont été déléguées à un fonctionnaire en vertu du présent règlement.

Art. 1, règl. AO-30

RESSOURCES HUMAINES

5. La nomination d'un fonctionnaire ou d'un employé visé au deuxième ou au troisième alinéa de l'article 71 de la *Loi sur les cités et villes* (L.R.Q., chapitre C-19) et d'un fonctionnaire ou d'un employé qui est un salarié représenté par une association accréditée au sens du *Code du travail* (L.R.Q., chapitre C-17) qui n'entraîne pas la permanence d'emploi, à moins qu'elle ne soit acquise, est délégué au directeur d'arrondissement.

Le directeur d'arrondissement doit exercer ce pouvoir sur la recommandation, le cas échéant, du fonctionnaire de niveau 2.

6. La résiliation d'un contrat de travail ou la mise à pied d'un fonctionnaire ou d'un employé visé au deuxième ou au troisième alinéa de l'article 71 de la *Loi sur les cités et villes* ou d'un fonctionnaire ou employé qui est un salarié représenté par une association accréditée au sens du *Code du travail*, est délégué au directeur d'arrondissement.

Le directeur d'arrondissement doit exercer ce pouvoir sur la recommandation, le cas échéant, du fonctionnaire de niveau 2.

AUTORISATION DE DÉPENSES

7. Les fonctionnaires mentionnés ci-dessous ont le pouvoir d'effectuer des dépenses d'administration courante, à l'exception des dépenses d'immobilisation, et de conclure des contrats y afférents, jusqu'à concurrence des sommes indiquées ci-contre :

- 1° le directeur de l'arrondissement, jusqu'à concurrence de 75 000 \$;
- 2° le directeur adjoint de l'arrondissement, jusqu'à concurrence de 25 000 \$;
- 3° le directeur du Bureau d'arrondissement et secrétaire de l'arrondissement, jusqu'à concurrence de 5 000 \$;
- 4° le directeur du Service des services administratifs, jusqu'à concurrence de 10 000 \$;
- 5° le directeur du Service des travaux publics, jusqu'à concurrence de 10 000 \$;
- 6° le directeur du Service des loisirs et de la culture, jusqu'à concurrence de 10 000 \$;
- 7° le directeur du Service l'aménagement urbain et du patrimoine, jusqu'à concurrence de 5 000 \$;
- 8° le chef de la Division des ressources matérielles et financières du Service des services administratifs, jusqu'à concurrence de 5 000 \$;
- 9° le chef de la Section de l'administration des travaux publics du Service des travaux publics, jusqu'à concurrence de 3 000 \$.

Art. 2, règl. AO-30; art. 1, règl. AO-49; art. 1, règl. AO-55

- 8.** Le directeur de l'arrondissement peut effectuer des dépenses d'immobilisation et conclure des contrats y afférents jusqu'à concurrence de 75 000 \$.

Art. 3, règl. AO-30; art. 2, règl. AO-49

- 8.1.** Le directeur du Service des services administratifs est autorisé à effectuer dès leur réception, le paiement des factures ayant pour objet l'un ou l'autre des champs de compétence mentionnés ci-contre :

1. les amendes perçues en trop;
2. les redevances sur les frais d'inscription à certains cours donnés par le Service des loisirs et de la culture;
3. les comptes et redevances annuelles des services publics et gouvernementaux;
4. les remises de déductions à la source;
5. les salaires nets;
6. la distribution de circulaire;
7. les remboursements de petite caisse;
8. les frais de déplacement et de repas;
9. les taxes perçues au nom des gouvernements fédéral et provincial;
10. les dépôts de soumission et retenues au contrats adjudgés;
11. les réservations et dépôts pour des cours ou des activités;
12. les annulations de cours;
13. les achats de livres et abonnements payables à l'avance;
14. les remises sur le produit des distributions de la vente d'œuvres d'art;
15. les boissons alcoolisées et les services de traiteur;
16. les paiements du « service de la dette »;
17. les remboursements pour travaux privés effectués;
18. les déboursés expressément approuvés par résolution de conseil;
19. les honoraires pour les animateurs, les conférenciers et les accompagnateurs à des fins récréatives et culturelles;
20. les droits d'entrée payables à l'avance à certaines activités d'art et loisirs;
21. les achats de cadeaux.

Art. 1, règl. AO-10, art. 4, règl. AO-30

- 8.2.** Le directeur de l'arrondissement peut :

- 1° autoriser le recouvrement par voie judiciaire ou extrajudiciaire de toute somme due à l'arrondissement, et ce, jusqu'à concurrence de 25 000 \$, et le cas échéant, prendre la décision d'en appeler ou non d'un jugement apparaissant mal fondé;
- 2° autoriser le règlement jusqu'à concurrence de 7 000 \$ d'une réclamation, d'une action ou d'une poursuite dans laquelle la responsabilité civile ou pénale de l'arrondissement ou de l'un de ses préposés peut être engagée.

Art. 2, règl. AO-55

9. Le Règlement 1235 concernant la délégation de pouvoirs au trésorier du pouvoir d'accorder un contrat ayant pour objet la vente d'obligations que la municipalité est autorisée à émettre ainsi que le Règlement 1288 sur la délégation à certains employés du pouvoir d'autoriser des dépenses et de passer des contrats sont abrogés.

9.1. Le Règlement 1239 sur la délégation de pouvoirs au trésorier est abrogé.

Art. 2, règl. AO-10

10. Le présent règlement entre en vigueur conformément à la loi.